

Attractivité de l'environnement des affaires

Les hauts cadres de l'administration à l'école du partenariat public-privé



Les consultants du cabinet CPCS, en charge de la formation sur les partenariats public-privé (PPP).



Les hauts cadres de l'administration sont les principaux participants à ce séminaire.

L.R.A.  
Libreville/Gabon

**SOUS** la supervision du ministre de la Promotion des investissements privés, Madeleine Berre, l'Agence nationale pour la promotion des investissements du Gabon (ANPI) organise, en collaboration avec la Banque mondiale, un séminaire de sensibilisation des hauts cadres de l'administration aux partenariats public-privé (PPP). Débutée le 6 février, cette for-

mation est assurée par les consultants du cabinet CPCS, recrutés par la Banque mondiale. Organisé en droite ligne de la mise en œuvre d'une stratégie nationale des PPP, le séminaire entend offrir aux participants des outils théoriques et pratiques sur les avantages et les inconvénients de cette forme de montage et de financement de projets. Il est aussi prévu de leur apporter les spécificités juridiques et la typologie des projets adaptés à ce type de partenariat, et même des différentes variantes

qu'il peut prendre. « L'organisation de ce séminaire permettra aux acteurs qui interviennent au quotidien dans la préparation des projets PPP, de disposer des outils d'aide à la décision, mais aussi de répondre à l'objectif fixé par la cellule PPP du guichet de l'investissement, à savoir l'organisation des formations de renforcement des capacités sur les mécanismes des PPP au bénéfice de 100 personnes, membres du gouvernement, cadres du public et du privé », informe-t-on à l'ANPI. Cette initiative vise à ac-

compagner la politique économique du gouvernement et à garantir les conditions d'une attractivité de l'environnement des affaires au Gabon. Pour Nina Aboua, directeur général de l'ANPI, l'exercice actuel vise à partager, en premier, le diagnostic sur l'environnement PPP, avec un volet échange pour une meilleure compréhension de la nouvelle donne de mise en œuvre des projets en PPP. « Au lieu qu'aujourd'hui l'Etat finance tous les projets, on va de plus en plus solliciter le secteur privé,

dit-elle. De fait, l'ANPI, avec l'appui de la Banque mondiale, travaille à renforcer le cadre juridique et institutionnel des PPP, en élaborant une stratégie nationale de développement des PPP au Gabon. Ce qui permettra de doter le pays d'un portefeuille en PPP. » Cette stratégie nationale des PPP est financée par la Banque mondiale à hauteur de 100 mille dollars (54 492 000 francs CFA). Le séminaire prend fin ce jeudi 8 février 2018.

Brèves

Côte d'Ivoire/ Le gouvernement veut tripler les gains des producteurs de café d'ici 2020

En Côte d'Ivoire, le gouvernement ambitionne de faire passer les revenus des producteurs de café de 60 milliards à 180 milliards de francs, d'ici 2020. C'est ce qu'a révélé Souleymane Diar-rassouba, ministre ivoirien du Commerce en marge de la 57ème Assemblée générale annuelle de l'Organisation interafricaine du café (OIA) tenue hier à Grand-Bassam. D'après ce dirigeant, cet objectif devrait être atteint par le biais de la mise en œuvre de nombreuses actions incluses dans le cadre du programme de relance de la filière café. D'un coût global de 8,3 milliards, cette feuille de route engagée depuis 2014, vise notamment une production de 200 000 tonnes de café d'ici 2020 et un taux de transformation de 35% de la récolte, contre 19% enregistré durant ces cinq dernières campagnes.

Tanzanie/ Le pays pourrait exporter 144 000 tonnes de riz vers le Rwanda et le Kenya cette saison

En 2018, la Tanzanie pourrait expédier 84 000 tonnes de riz vers le Kenya et 60 000 tonnes de la céréale vers le Rwanda, selon les récentes prévisions du Bulletin de Commerce Transfrontalier pour l'Afrique de l'Est. D'après le document relayé par theeastafrican, cette perspective repose sur l'hypothèse d'un robuste approvisionnement du marché tanzanien grâce à une bonne récolte durant le mois d'août ainsi que par des stocks élevés qui devraient tirer les prix vers le bas. La Tanzanie est l'un des producteurs majeurs de riz d'Afrique de l'Est avec un volume de 2,7 millions de tonnes de la graminée en 2016/2017, selon les estimations du Département américain de l'agriculture (USDA).

Angola/ Le gouvernement suspend les activités d'exploration forestière et de transport de bois

L'exécutif angolais a mis en pause, depuis le 31 janvier dernier, les activités d'exploration forestière et de transport du bois scié et en grumes, rapporte l'Agence de presse (Angop). Cette suspension s'explique par le non-respect par les opérateurs des lignes directrices relatives à l'exploration forestière durable ainsi que par l'adoption de pratiques allant dans le sens de la dégradation forestière et de l'environnement, indique le Ministère de l'agriculture et des forêts. D'après l'institution, cette mesure devra être respectée par tous les acteurs détenant une licence d'exercice sous peine de confiscation de leurs produits et équipements ainsi que d'une exposition aux amendes et au non-renouvellement de leur titre d'exploitation.

Amélioration du climat des affaires

La Banque mondiale en discussion avec la CPG

AEE  
Libreville/Gabon

**DANS** le cadre d'une mission relative aux programmes de réformes en cours au Gabon, une délégation de la Banque mondiale, conduite par l'économiste principale à la pratique mondiale de la lutte contre la pauvreté en Afrique, Nadia Belhaj Hassine, s'est entretenue le 6 février 2018 à Libreville, avec les responsables de la Confédération patronale gabonaise (CPG). Le but de cette rencontre était de faire un diagnostic des obstacles majeurs à l'accélération de la croissance économique et à la

réduction du chômage. Cette analyse servira de base dans le cadre de la préparation du cap de partenariat entre la Banque mondiale et le Gabon. « On a essayé de comprendre un petit peu quelles sont les contraintes au développement du secteur privé d'une façon générale, que ce soit les grands groupes ou les PME, et puis de quelle façon on pourrait aider à établir les programmes prioritaires pour les partenaires au développement, de façon à lever ces contraintes là », a indiqué Nadia Belhaj Hassine. Selon la chef de la délégation, la principale contrainte se trouve dans le développement des compétences. Fort heureusement, un programme se



Les responsables de la CPG et de la Banque mondiale en séance de travail.

met progressivement en place pour le renforcement des capacités, à travers le développement des centres de formation. La deuxième contrainte est l'accès aux financements pour les petites et

moyennes entreprises, afin qu'elles puissent développer leurs activités de manière plus efficace. Pour sa part, le président de la CPG, Alain Bâ Oumar, a souhaité qu'aussi bien les entreprises membres de la

CPG que les PME non affiliées puissent bénéficier d'une commande publique adaptée à leurs besoins de financement. Mais également d'une formation adaptée à leurs besoins. « Nous discutons avec la Banque mondiale comme avec le gouvernement pour partager nos idées sur ce qui doit être fait collectivement, afin d'offrir aux jeunes entrepreneurs gabonais un cadre propice à l'auto-emploi », a confié Alain Bâ Oumar. La CPG et la Banque mondiale ont enfin échangé sur l'état d'avancement de la dette intérieure. En effet, le patronat attend avec beaucoup d'espoir que les engagements pris par le gouvernement soient tenus.

11e Assemblée générale ordinaire de l'Union des conseils des chargeurs africains, à Ouagadougou  
Le Gabon brigue le poste de secrétaire général de l'institution

W.N.  
Libreville/Gabon

**LE** Gabon prend part, à Ouagadougou, au Burkina-Faso, du 6 au 10 février 2018, à la 11e assemblée générale ordinaire de l'Union des conseils des chargeurs africains. Cette réunion, à laquelle participent 19

Conseils de chargeurs ou organismes assimilés de l'Afrique de l'ouest et du centre, outre l'examen des rapports du commissaire aux comptes et la révision des textes organiques, sera l'occasion d'élire aujourd'hui le nouveau secrétaire général de l'UCCA. Trois candidats venant du Bénin, de la RDC et du Niger, sont en compé-



Photo : R.H.A

tition avec le Gabonais Giscard-Lilian Ogoula, attaché de direction au Conseil gabonais des chargeurs (CGC).

La délégation gabonaise conduite à Ouagadougou par le directeur général du CGC Liliane Ngari Onanga Y'Obegue..